

Pourquoi l'UNSA cache-t-elle

la VÉRITÉ aux cheminots ?

☛ Alors que nous travaillons à améliorer le fonctionnement du **CE FRET** et au développement des activités sociales, le CE Clientèles vient, de manière unilatérale, de dénoncer la convention qui liait les deux CE.

☛ **L'UNSA**, majoritaire au CE Clientèles, nous signifie qu'elle arrête toute activité envers les agents du Fret à partir du 1^{er} janvier 2012. Elle en profite pour remettre en cause les engagements pris et évincer les cheminots déjà inscrits dans les activités du début de l'année. **LAMENTABLE !**

Nous avons pourtant, depuis la création du CE Fret, fait en sorte que les cheminots de cette activité puisse continuer à bénéficier de celles de leur région. Cette volonté s'est traduite par une décentralisation de la dotation activité sociale envers les Comités d'Etablissements Régionaux concernés. Soit 4.778.660€ et 2.981.710€ envers le CCE.

Pour le CE Clientèles, un effort conséquent, à hauteur de 520 781€ pour l'année 2009, et 121 913€ pour l'exercice 2010 au prorata des activités proposées.

En dénonçant la convention liant le CE Fret et le CE Clientèles, ceci 3 mois avant la fin de l'année 2011, l'UNSA ne nous laisse aucune alternative pour satisfaire les cheminots.

☛ Pire, elle tente de retourner la difficulté en tentant de nous faire porter la responsabilité de cette situation.

Au-delà de ses expressions scandaleuses et mensongères qui salissent la CGT en affirmant que nous refuserions de faire partir les cheminots en vacances, elle utilise des procédés par (mail) intranet pour le moins condamnables.

☛ Reste que sur la question des vacances, les résultats du nombre de cheminots qui partent avec le CCE depuis la création des CE montrent l'ampleur du travail réalisé. Même si le travail reste important, comme au niveau de la société avec près de la moitié des Français qui ne peuvent bénéficier de ce droit aux vacances arraché par l'action syndicale.

Cette situation résulte le plus souvent d'une difficulté de pouvoir d'achat.

Or, on peut s'interroger sur la responsabilité de ceux qui mettent en difficulté les cheminots.

La Direction de la SNCF, en proposant des accords salariaux systématiquement en dessous de l'inflation, trouve des partenaires avec les syndicats qui accompagnent cette politique comme l'UNSA qui signe ces accords au rabais, mettant le salaire d'embauche des cheminots sous le SMIC.

Il est de bon ton, après avoir contribué à faire baisser le pouvoir d'achat des cheminots et la dotation des CE, de mettre en avant les chèques vacances pour « compenser » leur signature !

Reste que les chèques vacances n'ont jamais permis à plus de salaires de partir en vacances.

Ils permettront de vider un peu plus les caisses des CE au détriment des activités sociales existantes comme voudrait le faire l'UNSA au CE Clientèles et au CE Fret

☞ Reste que l'on ne peut être surpris de la démarche d'organisations syndicales dont l'action est plus basée sur l'accompagnement de la politique de casse de l'entreprise, laissant les cheminots se perdre dans les méandres des EME ou EDC plutôt que de les défendre.

Alors, que les militants de l'UNSA ne s'abritent pas derrière les activités sociales pour cacher le jeu qu'ils jouent avec les dirigeants de l'Entreprise ! Qu'ils se comportent comme de véritables syndicalistes en défendant les cheminots et leur famille ! Au contraire de ce que l'UNSA avec la CFDT et FO viennent de proposer dans les CER auprès des Directeurs de Région: **la destruction des CV** de jeunes et/ou de privés d'emploi récoltés lors des «bureaux d'embauche CGT». **Dans un pays qui compte 8 millions de chômeurs, et les enfants de cheminots n'y coupent pas, quelle honte!**

Cette polémique se tient curieusement au moment où **110 emplois viennent d'être supprimés** à Clichy et que la direction achève son plan de **1600 suppression d'emplois au Fret**. Sur ce dernier point, le silence de l'UNSA est assourdissant !

Alors la CGT veut bien prendre des leçons, mais certainement pas de pseudos syndicalistes qui n'ont jamais eu cure ni des salaires ni des activités sociales des cheminots!

Il fallait remettre les pendules à l'heure: c'est fait !

Maintenant que cette nécessaire mise au point est faite, nous nous abstiendrons dorénavant de répondre à toute polémique générée par l'UNSA qui n'a pour but que de tenter de faire oublier qu'ils portent seuls la responsabilité de cette rupture de convention et de jouer la division des cheminots.

Nous appelons les cheminots à ne pas se détourner du véritable combat qui nous attend au quotidien sur les salaires, les conditions de travail, l'emploi et plus généralement pour le maintien et le développement de notre entreprise publique. Vous pouvez compter sur la CGT pour, qu'ensemble, nous fassions avancer les revendications.

Montreuil, le 24 novembre 2011